

Relations économiques entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes

Luis Fierro¹

INDICE

Résumé Exécutif	I 01
Situation économique de l'Union européenne et l'Amérique latine et des Caraïbes	I 03
Politiques économiques adoptées par les pays pour faire face à la récession économique	I 06
Relations commerciales birégionales, accords de partenariat	I 08
Relations d'investissement, traités bilatéraux d'investissement	I 10
Politiques de soutien de l'UE à la transition écologique de l'ALC	I 11
Soutenir la transition numérique	I 12
Conclusions et recommandations	I 13
Bibliographie	I 15

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Malgré un certain degré de mécontentement des deux côtés de l'Atlantique, les relations économiques et politiques entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) se sont renforcées au cours des dernières décennies, quoique de manière moins dynamique ces dernières années (compte tenu de l'augmentation des échanges entre l'ALC et la Chine). La signature d'accords d'association entre l'UE et la plupart des pays de l'ALC a entraîné une augmentation du commerce extérieur entre les deux

1. Luis Fierro est un expert en politiques économiques vertes au sein du dispositif de soutien de l'UE pour contributions déterminées au niveau national. Il a été auparavant vice-ministre de l'Économie de la République de l'Équateur.

Il a été expert en finance climatique pour AFD/Euroclima+, gestionnaire de programme pour les activités avec les partenaires économiques et commerciaux à la Fondation UE-LAC et conseiller en finance climatique à AILAC. Auparavant, il a été haut fonctionnaire à la Banque interaméricaine de développement (BID), notamment en tant que spécialiste principal de la mobilisation des ressources au sein du bureau européen, chargé de promouvoir les subventions et le cofinancement des institutions européennes. Il a représenté l'Équateur au conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI).

Il est un économiste de l'Université catholique de l'Équateur, titulaire de diplômes de troisième cycle en développement économique, économie internationale, finances publiques et économie de l'environnement de l'Université de l'Oregon et de l'Université du Texas à Austin. Il est l'auteur, le coauteur et le contributeur de nombreux livres, d'essais, de stratégies et de politiques publiques, d'articles de journaux et de revues et d'ouvrages de fiction (dont le roman « El Ultimo Humano », publié en 2021).

régions, les pays de l'UE restant la principale source d'investissements directs étrangers dans l'ALC. Les investissements des entreprises de l'ALC dans les pays de l'UE ont également augmenté. Cependant, l'accord entre l'UE et le Mercosur, le plus grand marché de l'ALC, est en attente de ratification.

La pandémie de COVID-19 et les impacts croissants du changement climatique ont relancé la nécessité d'une collaboration étroite entre les deux régions. L'UE et ses États membres ont fourni 3 milliards d'euros d'aide sanitaire immédiate à l'ALC. L'UE a exporté plus de 130 millions de doses de vaccins vers les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle est l'un des principaux contributeurs de l'installation COVAX, qui a fourni plus de 50 millions de doses à la région. Les États membres de l'UE ont fait don de 10 millions de doses supplémentaires à près de la moitié des pays de l'ALC.

En matière de changement climatique, les deux régions collaborent étroitement depuis la négociation de l'accord de Paris sur le changement climatique lors de la COP21 (décembre 2015). L'Europe a donné la priorité à la transition verte, à la transformation numérique et au développement durable dans ses programmes de coopération régionaux et bilatéraux, et les pays d'ALC se montrent réceptifs aux moyens de mise en œuvre (financement climatique, transfert de technologies et renforcement des capacités) pour stimuler l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci. Ces deux régions figurent peut-être parmi celles qui, politiquement, soutiennent le plus la mise en œuvre de l'accord de Paris, avec des groupes de pays tels que les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays à faible revenu (PFR).

Un montant de 3,4 milliards d'euros sera mis à la disposition de l'ALC dans le cadre du programme pluriannuel (2021-2027) du NDICI-Global Europe, afin de soutenir une reprise durable et écologique après la pandémie. En outre, l'UE vise à mobiliser plus de 12 milliards d'euros d'investissements publics et privés dans la région par le biais du Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+). Le programme indicatif pluriannuel (PIP) régional de l'UE pour l'ALC (2021-27) soutiendra la transition verte, la transformation numérique, l'économie durable et inclusive, la gouvernance démocratique, la sécurité et la migration, ainsi que la cohésion sociale et la lutte

contre les inégalités. Le développement humain et l'éducation occuperont une place importante dans ces domaines. L'amélioration de la croissance, de la stabilité et de la sécurité dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes rend ces marchés plus attrayants pour les entreprises de l'UE, tant pour le commerce que pour l'investissement.

UN MONTANT DE 3,4 MILLIARDS D'EUROS SERA MIS À LA DISPOSITION DE L'ALC DANS LE CADRE DU PROGRAMME PLURIANNUEL (2021-2027) DU NDICI-GLOBAL EUROPE, AFIN DE SOUTENIR UNE REPRISE DURABLE ET ÉCOLOGIQUE APRÈS LA PANDÉMIE. EN OUTRE, L'UE VISE À MOBILISER PLUS DE 12 MILLIARDS D'EUROS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS DANS LA RÉGION PAR LE BIAIS DU FONDS EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PLUS (FEDD+).

SITUATION ÉCONOMIQUE

DE L'UNION EUROPÉENNE ET L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

La pandémie de COVID-19 a provoqué une grave récession économique à partir de mars 2020, entraînant une baisse considérable du produit intérieur brut (PIB) dans les deux régions, avec un impact plus important sur les pays dépendants des services touristiques et de la production de certaines matières premières (notamment les Caraïbes, les pays d'Europe du Sud et les exportateurs d'hydrocarbures). Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, il s'agit de la plus grande récession économique de l'histoire.

Le tableau 1 présente les taux de croissance du PIB estimés par le Fonds monétaire international, ainsi qu'une comparaison des PIB entre 2022 et 2019.

Si la croissance mondiale a atteint un taux cumulé de 7,13 % entre 2019 et 2022, des différences marquées existent selon les régions et les pays (ces chiffres sont basés sur les projections du Fonds monétaire international - FMI pour 2022 réalisées en janvier 2022, avant l'invasion russe de l'Ukraine). Ainsi, par exemple, la Chine et l'Inde auront enregistré une croissance de 15,9 % et 10,1 %, respectivement, poursuivant leur tendance de croissance pré-pandémique (bien qu'à un rythme un peu plus lent dans le cas de la Chine).

Parmi les pays développés, les États-Unis se distinguent, qui auront connu une croissance de 6,1 % par rapport à 2019, retrouvant ainsi leur trajectoire de croissance pré-pandémique. Mais d'autres pays, comme le Japon, l'Italie et l'Allemagne, atteindront à peine en 2022 le même niveau qu'en 2019 ; et l'Espagne connaîtra encore une légère baisse. Il faut tenir compte du fait que ces pays ont une faible croissance démographique (ou dans certains cas une tendance à la baisse de la population).

L'Amérique latine et les Caraïbes dans leur ensemble connaîtront une croissance très faible, avec une moyenne cumulée de 1,8 % entre 2019 et 2022, ce qui, traduit en termes par habitant, représente une régression sur cette période.

L'Équateur et le Mexique, exportateurs d'hydrocarbures, connaissent la reprise la plus faible, au point de ne pas atteindre les niveaux de 2019 avant 2022. Ces chiffres pourraient bien sûr être revus en fonction de

TABLEAU 1
TAUX DE CROISSANCE DU PIB

	2020	2021	2022	2022/2019 (p) (2019=100)
Monde	-3.1	5.9	4.4	107.1
Pays avancés	-4.5	5.0	3.9	104.2
États-Unis	-3.4	5.6	4.0	106.1
Zone Euro	-6.4	5.2	3.9	102.3
- Allemagne	-4.6	2.7	3.8	101.7
- France	-8.0	6.7	3.5	101.6
- Italie	-8.9	6.2	3.8	100.4
- Espagne	-10.8	4.9	5.8	99.0
Royaume-Uni	-9.4	7.2	4.7	101.7
Japon	-4.5	1.6	3.3	100.2
Pays émergents et en voie de développement	-2.0	6.5	4.8	109.4
- Chine	2.3	8.1	4.8	115.9
- Inde	-7.3	9.0	9.0	110.1
Amérique latine et les Caraïbes	-6.9	6.8	2.4	101.8
- Argentine	-9.9	10.0	3.0	102.1
- Brésil	-3.9	4.7	0.3	100.9
- Chili	-5.9	12.0	1.9	107.4
- Colombie	-6.8	10.2	4.5	107.3
- Équateur	-7.8	2.8	3.5	98.1
- Mexique	-8.2	5.3	2.8	99.4
- Pérou	-11.0	13.3	2.8	103.7

Source : World Economic Outlook, FMI, Janvier 2022 ; prévisions du FMI
(p) Projection en janvier 2022 (avant l'invasion russe de l'Ukraine).

l'évolution des prix du pétrole brut, du gaz et d'autres matières premières à la suite de l'invasion russe en Ukraine. Le conflit en Ukraine affectera également la production agricole. Par exemple, le Brésil est le quatrième consommateur mondial d'engrais (après la Chine, l'Inde et les États-Unis) et le premier importateur mondial de ces intrants. Le soja est la principale culture consommatrice d'engrais dans le pays. Avec le maïs, la canne à sucre et le coton, ces quatre cultures absorbent plus de 90 % des engrais produits ou importés par le Brésil. Le Brésil importe 85 % des engrais qu'il utilise, et la Russie représente 23 % de ces importations.

Bien qu'il soit trop tôt pour estimer les impacts macroéconomiques du conflit en Europe de l'Est, celui-ci impliquera également une perte de marchés pour certains produits exportés par l'ALC (par exemple, les fleurs et les bananes). L'impact sur les pays de l'UE sera sans aucun doute plus important, notamment l'afflux de réfugiés et la perte de marchés et d'investissements (ainsi que la hausse des prix des hydrocarbures, des engrais, des minéraux et des denrées alimentaires).

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le groupe de pays qui a subi la plus forte contraction est celui des pays fortement dépendants du tourisme. Les pays des Caraïbes dépendant du tourisme ont connu une baisse moyenne de 9,5 % en 2020, et ne se sont redressés que de 2,3 % en 2021, selon les estimations du FMI (FMI, 2021, p. 10). La CEPALC souligne le problème de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, qui touche particulièrement les plus grandes économies de l'ALC, comme le Brésil, le Mexique et même l'Argentine, qui possèdent les complexes manufacturiers les plus étendus.

La crise a également entraîné une augmentation du chômage et du sous-emploi dans les deux régions. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans la région d'Amérique latine est passé de 81 à 86 millions, en raison de la crise sociale et sanitaire résultant de la pandémie de Covid-19. Le taux d'extrême pauvreté en Amérique latine est passé de 13,1 % de la population en 2020 à 13,8 % en 2021, soit un recul de 27 ans. (CEPAL, 2022).

Un facteur à prendre en compte est l'impact inégal de la pandémie dans les différents pays et régions. L'indicateur le plus fiable (étant donné qu'il ne dépend pas de la disponibilité de preuves) est peut-être celui de la surmortalité, qui a frappé particulièrement durement certains pays d'Europe et d'Amérique latine. Selon les

estimations de The Economist (fondées sur les registres des décès et les projections démographiques), les pays les plus touchés sont ceux figurant dans le tableau 2.

Parmi les 12 pays les plus touchés figurent quatre États membres de l'UE (Bulgarie, Lituanie, Roumanie, Pologne) et deux pays d'Amérique latine (Pérou et Mexique). D'autres pays qui étaient auparavant en tête de liste ont réussi à s'en sortir grâce à des campagnes de vaccination efficaces (par exemple, l'Équateur).

TABLEAU 2
SURMORTALITÉ POUR 100 000 HABITANTS

(Derniers chiffres disponibles au 4 mars 2022)

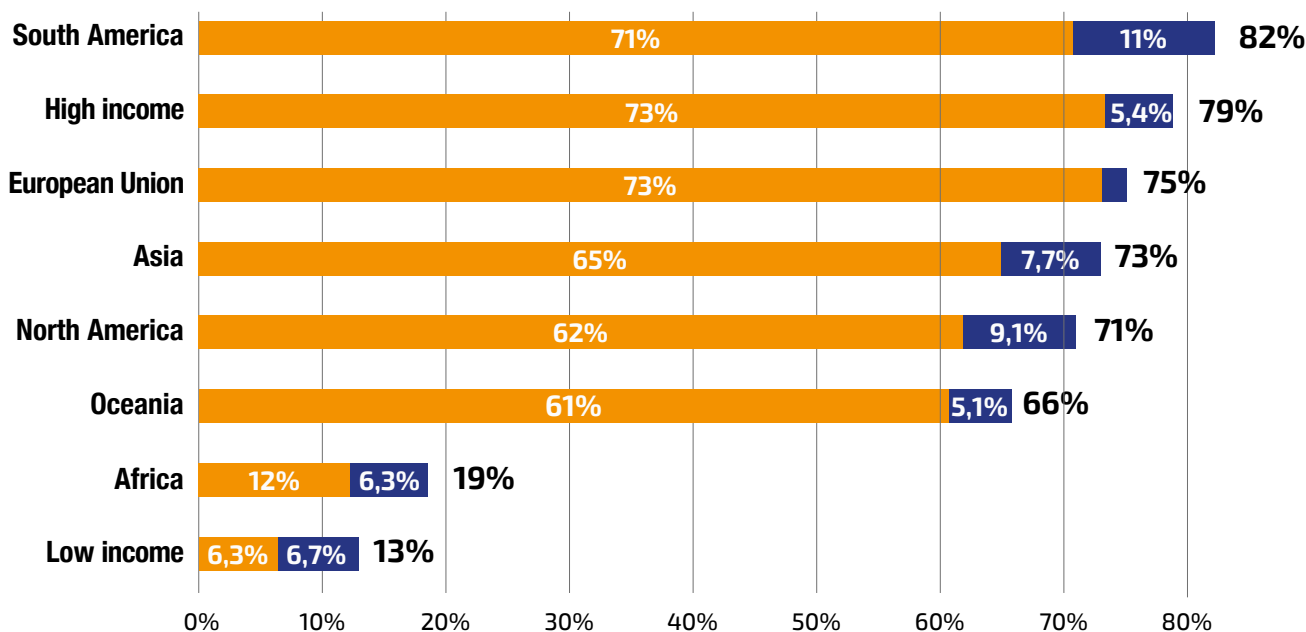
Bulgarie	972
Serbie	779
Russie	748
Macédoine du Nord	736
Lituanie	669
Pérou	649
Roumanie	613
Albanie	521
Bosnie-Herzégovine	515
Pologne	482
Montenegro	476
Mexique	471
Équateur	403
Bolivie	390

Source: The Economist, www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-tracker

Les taux de vaccination constituent en tant que tels un indicateur pertinent dans la mesure où ils ont permis de réduire les taux d'hospitalisation et de mortalité, et ont également facilité la reprise économique.

À cet égard, il convient de noter que l'Amérique du Sud présente actuellement le taux moyen de population vaccinée le plus élevé, tandis que l'Union européenne occupe la deuxième place. En revanche, il est regrettable que de nombreux pays à faible revenu, notamment en Afrique, continuent d'afficher de faibles taux de vaccination (deux ans après le début de la pandémie, et plus d'un an après la mise à disposition des vaccins).

Share of people vaccinated against COVID-19. Mar 4, 2022



Source: Official data collated by Our World in Data

■ Share of people with a complete initial protocol
■ Share of people only partly vaccinated

La pandémie a exacerbé les problèmes structurels existants, notamment l'inégalité, l'emploi informel, la violence sexiste et l'insécurité. Plus de 30 millions d'emplois ont été perdus en ALC à cause de la pandémie (dont 8 millions dans le secteur formel), et en 2022, le niveau pré-pandémique n'a pas été retrouvé (Fondation UE-ALC, 2022, p. 15). En Europe, des politiques de garanties, de prêts et de soutien à la liquidité ont pu être mises en œuvre, ce qui a permis de préserver davantage d'emplois.

LES TROUBLES SOCIAUX ET L'INSTABILITÉ POLITIQUE QUI ONT CARACTÉRISÉ L'ALC CES DERNIÈRES ANNÉES POURRAIENT S'AGGRAVER À MESURE QUE LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES SE POURSUIVENT, EN PARTICULIER POUR LES FEMMES, CE QUI COMPROMET LA COHÉSION SOCIALE, LA DÉMOCRATIE, LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD).

POLITIQUES ÉCONOMIQUES

ADOPTÉES PAR LES PAYS POUR FAIRE FACE À LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE

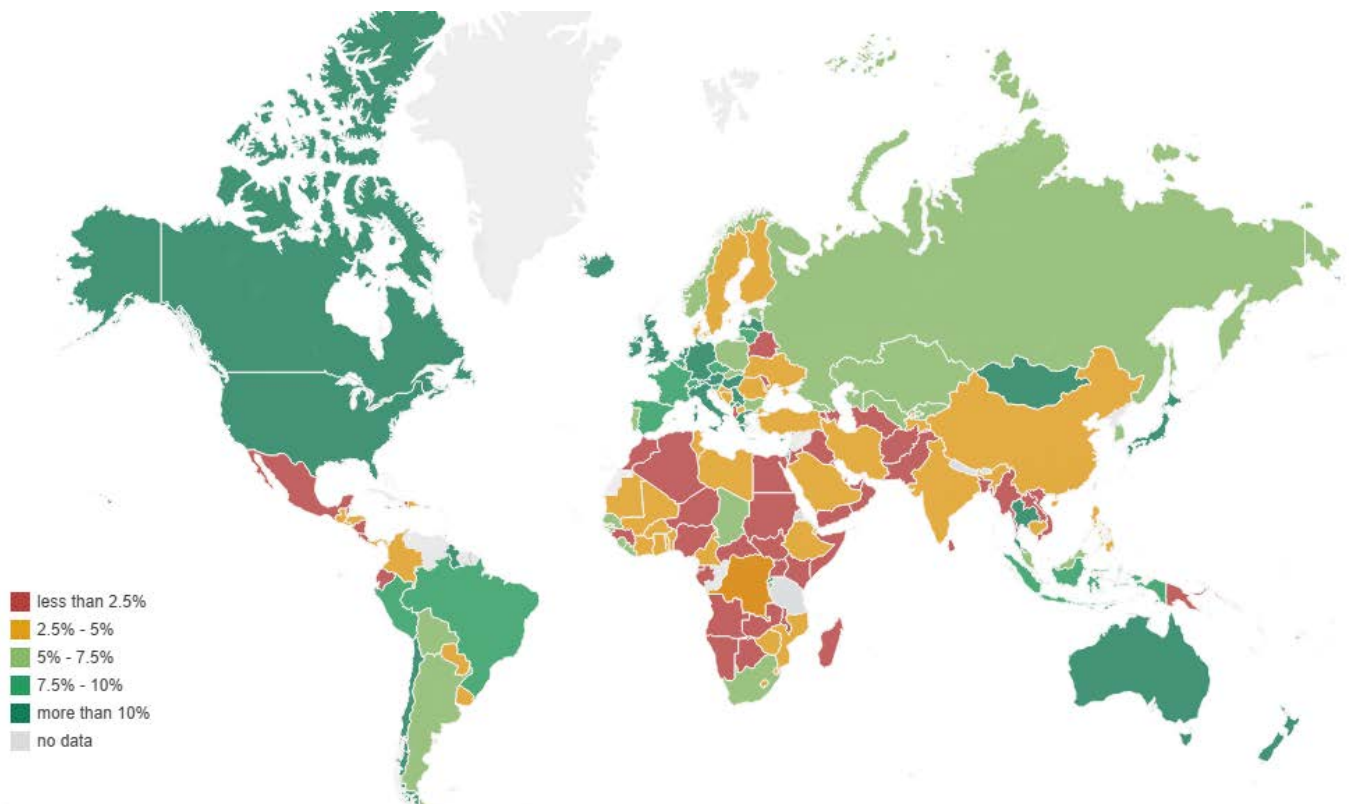
La pandémie de COVID-19 a frappé l'économie mondiale et a également posé un certain nombre de défis colossaux des deux côtés de l'Atlantique. La crise sanitaire est survenue à un moment où le système multilatéral de gouvernance économique s'est affaibli, et où le protectionnisme a augmenté depuis la crise financière mondiale de 2008-9 (exacerbée par l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis).

La plupart des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont mis en œuvre des politiques fiscales pour soutenir les particuliers et les entreprises face à la pandémie.

Les pays avancés ont alloué en moyenne 17 % du PIB en dépenses supplémentaires ou en allègements fiscaux. Ils ont en outre fourni 10 % du PIB sous forme de liquidités aux entreprises (prises de participation, prêts ou garanties).

Le cas des États-Unis est éloquent : ils ont augmenté les dépenses publiques de 25,4 % du PIB et ont fourni des garanties et des prêts pour 2,4 % du PIB. Parmi les pays de l'UE, l'Allemagne (augmentation des dépenses de 13,6 % du PIB, garanties et autres aides de trésorerie de 27,8 % du PIB) et l'Italie (augmentation des dépenses de 10,9 % du PIB, garanties et prêts de 35,3 % du PIB) se distinguent.

Additional spending and forgone revenue in response to the COVID-19
(percent of 2020 GDP)



Source: FMI, 2021b

Budgetary fiscal support to people and firms has varied widely across countries.

En général, dans les pays émergents, les mesures de relance budgétaire ont été nettement moins importantes, avec une moyenne de 5 % de dépenses supplémentaires (ou de réductions d'impôts) et de 3 % de garanties ou de prêts. Parmi les pays émergents ayant les niveaux de relance budgétaire les plus élevés, citons le Chili (14,1 % du PIB), le Brésil (9,2 % du PIB) et l'Afrique du Sud, tandis que le Mexique n'a connu qu'une augmentation de 0,7 % de ses dépenses.

Certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont appliqué aucun stimulus fiscal ou un stimulus très faible (Belize, Équateur). Il en va généralement de même pour les pays à faible revenu (Haïti, par exemple, n'a augmenté les dépenses publiques que de 0,1 % du PIB, et a accordé des prêts et des garanties pour 0,6 % du PIB).

Dans certains pays, des politiques monétaires expansionnistes, y compris des réductions de taux d'intérêt, ont également été mises en œuvre. Toutefois, à la fin de 2021, certaines de ces politiques expansionnistes ont été inversées en raison de l'accélération de l'inflation dans plusieurs pays.

Hormis les produits énergétiques et alimentaires, l'inflation de base a augmenté rapidement au Brésil (7,2 %), au Chili (6,4 %) et au Mexique (5,9 %), ce qui donne à penser que l'inflation peut avoir une base plus large, bien qu'il existe de grandes variations entre les pays. Plusieurs facteurs ont contribué à cette situation : la hausse des prix des produits de base et des importations (en partie imputable aux perturbations des flux d'approvisionnement mondiaux), la dépréciation du taux de change, l'activation de la demande refoulée des consommateurs et le déplacement des dépenses des services vers les biens. (Goldfajn et al., 2022).

L'augmentation des dépenses publiques, dans un contexte de baisse des recettes fiscales, a entraîné une hausse du déficit budgétaire et une augmentation significative de la dette publique. Les déficits des administrations centrales ont atteint en moyenne 6,9 % du PIB en 2020, puis ont diminué pour atteindre 5,0 % du PIB en 2021 en Amérique latine (CEPALC, 2022).

La dette publique brute moyenne de l'administration centrale pour l'Amérique latine en septembre 2021 a atteint 54,7 % du PIB. Au niveau des pays, l'Argentine a atteint un niveau d'endettement public de 91,1 % du PIB, suivie du Brésil avec 83 % du PIB. À la Barbade, au Belize, à la Jamaïque et au Suriname, les niveaux d'endettement

ont approché ou dépassé 100 % du PIB. Dans l'Union européenne, il représentait en moyenne 93,1 % du PIB (98,9 % du PIB pour les pays de la zone euro).

L'ALC est la région dont le niveau du service de la dette extérieure, mesuré en proportion de ses exportations de biens et de services, est le plus élevé (59 % d'ici 2020). Les contraintes de liquidité et de financement ont également affecté le secteur productif : La dette du secteur des sociétés non financières de la région a augmenté de 38,7 % à 43,7 % du PIB entre le dernier trimestre de 2019 et le dernier trimestre de 2020 (IIF, 2021).

COMPTE TENU DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE (DÉSORMAIS REMISE EN CAUSE PAR LE CONFLIT EN EUROPE DE L'EST) ET DE LA RÉDUCTION DES TAUX DE MORTALITÉ LIÉS À LA PANDÉMIE (GRÂCE À LA VACCINATION), LES DÉFICITS BUDGÉTAIRES DEVRAIENT ÊTRE PROGRESSIVEMENT RÉDUITS ET LA DETTE PUBLIQUE REDESCENDRE À DES NIVEAUX VIABLES. UNE RÉDUCTION BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION POURRAIT AVOIR DES EFFETS RÉCESSIFS. LE MAINTIEN DES NIVEAUX DE FINANCEMENT MULTILATÉRAL ET BILATÉRAL POUR LES DOMAINES PRIORITAIRES (PAR EXEMPLE, LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE) POURRAIT FACILITER UN AJUSTEMENT PLUS PROGRESSIF

RELATIONS COMMERCIALES BIRÉGIONALES, ACCORDS DE PARTENARIAT

Les flux commerciaux entre les deux régions ont augmenté. L'UE est le troisième partenaire commercial de l'ALC après les États-Unis et la Chine, tandis que les pays de l'ALC sont la cinquième source d'importations de l'UE après la Chine, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Suisse. D'autre part, le commerce birégional reste limité à quelques pays dans chaque région et les relations commerciales sont asymétriques.

Des accords commerciaux sont en vigueur avec 27 des 33 pays de l'ALC. Dans le cas du Chili et du Mexique, des processus de modernisation des accords existants sont encouragés.²

D'autres accords sont encore en cours de négociation. Une attention particulière est accordée à l'accord UE-MERCOSUR. Un accord préliminaire a été conclu en juin 2019, bien que le processus de ratification ait connu des difficultés dans les deux régions. S'il est ratifié, cela portera à 31 le nombre total de pays d'Amérique latine et des Caraïbes ayant conclu des accords de commerce et d'association avec l'UE.

L'accord commercial entre l'UE et la Bolivie est en cours de négociation ; un accord d'association n'a pas été

établi avec le Venezuela ; dans le cas de Cuba, il existe un accord de coopération et de dialogue politique.

Le montant total des échanges de biens entre l'UE et les pays de l'ALC s'élevait à 176 milliards d'euros en 2020, soit 4,8 % du total des échanges de l'UE avec le monde. Le commerce entre l'UE et l'ALC a chuté de près de 16 % en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, tandis que l'ALC a enregistré ses pires performances commerciales depuis la crise financière mondiale, avec des exportations et des importations en baisse de 13 % et 20 % respectivement (SEAE, 2021).

Dans le cas de l'Amérique centrale, selon les données d'EUROSTAT, les flux commerciaux entre l'UE et l'Amérique centrale se sont élevés à 10,7 milliards d'euros en 2020. La balance commerciale de l'UE avec l'Amérique centrale a affiché un déficit (pour l'UE) de 0,9 milliard d'euros en 2019 (l'année précédente, un excédent de 0,4 milliard d'euros avait été enregistré). Les exportations d'huiles minérales, de machines et d'équipements, et de produits chimiques de l'UE vers la sous-région ont particulièrement diminué. Le commerce bilatéral avec l'Amérique centrale a été particulièrement touché par la pandémie de COVID-19 en 2020.

TRADE



TRADING PARTNERS:

EU-LAC: 5th

LAC-EU: 3rd

TOTAL TRADE IN GOODS EU-LAC:



Source: EUROSTAT



THE EU IS THE BIGGEST INVESTOR IN THE LAC REGION

VOLUME OF DIRECT INVESTMENT BY THE EU IN THE LAC COUNTRIES

IN 2017 € 253.100 billion

IN 2019 € 794.500 billion

VOLUME OF DIRECT INVESTMENT BY THE LAC COUNTRIES IN THE EU

IN 2007 € 74.600 billion

IN 2019 € 205.000 billion



TOTAL TRADE IN SERVICES EU-LAC IN 2019

€ 113.500 billion

MAIN SERVICES TRADED



2. Des accords existent avec le Mexique (2000) et le Chili (2002), qui sont en cours de modernisation (négociations avec le Mexique conclues en 2020) ; avec le Pérou (2012), la Colombie (2012), l'Équateur (2017), l'Amérique centrale (2012) ; avec le Mercosur (2019), en attente de ratification après 20 ans de négociations, et avec les pays du groupe ACP - Accord de partenariat économique (APE) UE-Cariforum en cours de mise à jour post-Cotonou.

L'UE est le troisième partenaire commercial et un investisseur majeur dans les pays andins. En 2020, le commerce total de l'UE avec les pays andins s'est élevé à environ 21 milliards d'euros. Les pays andins exportent des produits agricoles (50,1 %), des produits de la pêche (14,5 %) et des produits minéraux (18,6 %) vers l'UE. L'UE exporte principalement des produits manufacturés vers les pays andins (90 %), notamment des machines et des équipements de transport (34 %) et des produits chimiques (24,7 %).

Selon l'évaluation par la Commission européenne de l'accord de partenariat économique UE-Caraïbes, d'ici 2021, la valeur des échanges de marchandises entre le Cariforum et l'UE passera de 9,5 milliards d'euros en 2008 à 8 828 milliards d'euros en 2020. Cette baisse peut être largement attribuée à une diminution des exportations du CARIFORUM vers l'UE, alors que les exportations de l'UE vers le CARIFORUM ont augmenté au cours de cette période.

En raison des changements mondiaux et de l'émergence des marchés asiatiques en tant que moteurs du commerce international, l'UE a perdu des parts de marché en ALC au cours des deux dernières décennies, principalement au profit de la Chine.

La consolidation de l'architecture d'intégration UE-ALC est confrontée à un certain nombre de défis d'économie politique, qui contribuent à expliquer les difficultés rencontrées, par exemple, dans la conclusion de l'accord UE-Mercosur. Premièrement, du côté européen, de puissants lobbies agricoles se sont opposés à un plus grand accès au marché européen pour certains secteurs dans lesquels l'ALC possède d'importants avantages comparatifs. Certaines organisations de la société civile de l'UE influencent également les accords de libre-échange, les critiquant pour la possibilité d'édulcorer les normes européennes dans des domaines tels que la protection de l'environnement, les droits du travail, les aliments génétiquement modifiés et, plus récemment, la vie privée et le traitement des données personnelles.

Du côté de l'ALC, on observe une résistance à la libéralisation des industries manufacturières stratégiques dans certains pays et des instincts protectionnistes dans des domaines tels que les marchés publics, qui revêtent une importance croissante dans les négociations commerciales. Toutes ces questions se sont posées, par exemple, dans les négociations entre l'UE et le Mercosur, qui durent depuis 20 ans, et sont devenues des obstacles à la ratification de l'accord par les législateurs nationaux.

D'autre part, certains facteurs ont favorisé la résolution de ces questions. Premièrement, l'importance du marché européen, notamment pour les exportateurs agricoles de l'ALC, a incité les gouvernements de la région à renforcer la protection dans des domaines clés tels que l'environnement et les droits du travail. Le fait que l'UE négocie la politique commerciale au nom des États membres ne fait que renforcer cette dynamique. En outre, les accords et la coopération de l'UE sont devenus plus attrayants en raison du contraste avec la politique commerciale des États-Unis, parfois protectionniste et instable, et de la méfiance croissante de certains acteurs de la région à l'égard de l'influence de la Chine.

Néanmoins, la dépendance commerciale de la Chine à l'égard des pays producteurs de matières premières, d'hydrocarbures et de produits agroalimentaires reste élevée. La Chine investit de plus en plus dans les infrastructures, les technologies et l'industrie extractive, et sa dépendance à l'égard des fournitures médicales est devenue évidente à la suite de la pandémie.

Une libéralisation accrue des échanges dans le cadre de l'OMC peut permettre de surmonter les obstacles institutionnels, de réduire les barrières commerciales et d'améliorer la convergence à moyen terme. Parallèlement, les avantages potentiels des accords de libre-échange à long terme sont de plus en plus évidents.³

La pandémie et la récession économique qui a suivi ont souligné l'importance de l'accès aux marchés internationaux et la nécessité de renforcer les chaînes logistiques pour le commerce international. En particulier, il convient de renforcer la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce extérieur, ce qui constitue également un mécanisme pour une plus grande inclusion sociale.

En outre, les initiatives alignées sur le « Global Gateway » cherchent à surmonter les restrictions logistiques qui ont affecté le processus d'intégration. L'objectif est de financer les ports, les aéroports, les routes, les chemins de fer et d'autres infrastructures pour faciliter l'intégration commerciale, ainsi que les technologies de l'information et de la communication.

Les accords commerciaux bilatéraux et sous-régionaux devraient être mieux articulés avec les programmes de coopération technique et financière censés accompagner ces accords, un lien qui n'est pas toujours clair (Jung, 2021, p. 11).

3. Les accords de l'UE avec le Chili et le Mexique sont en cours de modernisation, tandis que les accords avec les Caraïbes et le Mercosur sont en cours de ratification.

RELATIONS D'INVESTISSEMENT, TRAITÉS BILATÉRAUX D'INVESTISSEMENT

L'UE est la principale source d'investissements directs étrangers (IDE) dans l'ALC, avec un volume estimé à 794 milliards d'euros en 2019.

Ces investissements présentent une qualité et un contenu technologique supérieurs, notamment dans le domaine des énergies renouvelables et des secteurs clés pour la transition écologique, ainsi que dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), les infrastructures, l'industrie automobile et l'aéronautique. Ils constituent des moteurs importants d'un modèle économique plus durable et numérique dans la région.

Parallèlement, les investissements de l'ALC dans l'UE sont considérables et ont augmenté ces dernières années pour atteindre environ 205 milliards d'euros en 2019 (concentrés dans les infrastructures, la construction, le ciment et les technologies de l'information et de la communication).

Les traités bilatéraux d'investissement conclus entre les pays de l'UE et certains pays de l'ALC ont favorisé ces flux d'investissement.

Les investissements directs étrangers (IDE) européens se sont concentrés sur quelques secteurs :

- Technologies de l'information et de la communication
- Infrastructures (notamment électricité, eau et assainissement)
- Énergie renouvelable
- Activités extractives
- Automobile et aéronautique
- Produits chimiques et pharmaceutiques
- Transport et logistique
- Services financiers
- Produits de consommation

La coopération européenne devrait favoriser un environnement permettant d'attirer les investissements privés grâce à des mesures indirectes (systèmes fiscaux, allègement/échange de dettes) et directes (financement mixte, garanties, subventions, etc.) pour aider à financer une reprise verte et numérique, durable et inclusive.

Le nouveau Fonds européen pour le développement durable (FESD+), et les différents instruments financiers qui ont été envisagés, joueront un rôle important dans ce domaine : « garanties budgétaires, financements mixtes, assistance financière et programmes de réduction de la dette. Les garanties peuvent couvrir les risques associés aux prêts, aux contre-garanties, aux instruments du marché des capitaux et à toute autre forme de financement ou de rehaussement de crédit, aux assurances et aux fonds propres ou quasi-fonds propres » (Jung, 2021, p. 21). L'émission d'obligations vertes ou durables (qui a été soutenue par des institutions financières européennes telles que la BEI, KfW/DEG et AFD/Proparco) est un autre aspect qui peut être encouragé.

Il convient de promouvoir un meilleur climat d'investissement et un meilleur accès au financement pour les approches de l'économie circulaire, ce qui pourrait faciliter un environnement commercial propice à l'intégration de modèles commerciaux circulaires et verts (Commission européenne, 2021, p. 15).

Les deux régions collaborent sur le programme commercial multilatéral. Les pays de l'UE et de l'ALC souhaitent renforcer l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui est au cœur du système commercial multilatéral fondé sur des règles, et travailler ensemble à une réforme de l'organisation qui soit mutuellement bénéfique.

POLITIQUES DE SOUTIEN DE L'UE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DE L'ALC

Les deux régions ont poursuivi leurs efforts afin de canaliser la reprise économique vers une stratégie de développement à faibles émissions et plus résiliente au changement climatique.

L'UE a soutenu plusieurs programmes régionaux visant à lutter contre le changement climatique dans la région ALC et dans d'autres pays en développement, notamment Euroclima+, les contributions déterminées au niveau national de l'UE et l'alliance mondiale contre le changement climatique GCCA+.

L'UE soutient le développement durable par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI), l'un des principaux bailleurs de fonds pour la lutte contre le changement climatique, qui dispose d'un important portefeuille de projets dans la région ALC (et qui a créé, à partir de 2022, une branche d'opérations extérieures, la BEI Monde).

Il faut également ajouter les banques et agences de développement bilatérales, dont la Banque allemande de développement (KfW) et sa branche secteur privé DEG⁴, l'Agence française de développement et sa branche soutien au secteur privé Proparco, l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID), la Banque nordique d'investissement et son Fonds nordique de développement, entre autres. Toutes ces entités ont fait de la transition écologique et numérique les principaux axes de leur financement.

Le Fonds européen pour le développement durable plus (EFSD+) offre la possibilité de mettre en œuvre des initiatives écologiques par le biais de financements mixtes et de garanties (souveraines, sous-souveraines et privées), et vise à mobiliser plus de 12 milliards d'euros d'investissements publics et privés dans la région. Au moins 800 millions d'euros seront réservés pour soutenir les Caraïbes et la mise en œuvre de l'accord post-Cotonou. Les domaines à fort potentiel comprennent les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la mobilité urbaine, l'eau et l'assainissement, l'action climatique, l'économie circulaire et la préservation du capital naturel.

Bien que l'ALC soit une région qui ne contribue pas de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre, elle est très vulnérable aux effets du changement climatique, notamment les Caraïbes et l'Amérique centrale. Les sécheresses, les inondations, les glissements de terrain, les tremblements de terre et les éruptions volcaniques affectent régulièrement les infrastructures, causant d'importantes pertes humaines et de moyens de subsistance et affectant négativement la croissance économique.

L'UE a soutenu et investi dans des projets de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets dans la région. La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et l'Union européenne (UE) ont récemment signé un accord portant sur plus de 5,5 millions d'USD pour la préparation de projets d'adaptation au changement climatique et de gestion des catastrophes naturelles dans la région. L'UE prévoit de prolonger le programme Euroclima+ par des initiatives de Team Europe dans le but d'accompagner les pays d'ALC dans la transition vers une économie décentralisée, respectueuse de l'environnement et inclusive, en s'appuyant sur l'expertise des secteurs public et privé.

Tant en Europe qu'en Amérique latine, les premières mesures concrètes sont déjà prises pour intégrer l'hydrogène vert dans leurs matrices énergétiques. Le Chili et l'Allemagne ont déjà publié des feuilles de route pour le développement de leur marché national de l'hydrogène vert, et tous deux cherchent à coopérer avec d'autres pays pour optimiser la demande et l'offre d'hydrogène à faible teneur en carbone, et ainsi contribuer conjointement à la décarbonisation des économies mondiales.

Une part croissante de l'aide publique au développement (APD) et des flux financiers concessionnels fournis par l'UE aux gouvernements de la région est fortement axée sur le changement climatique, représentant environ un tiers de l'aide bilatérale ces dernières années. Néanmoins, au cours des dernières années, alors que certains pays (Bahamas, Barbade, Chili, Saint-Kitts-

4. LAGreen est le premier fonds d'obligations vertes en Amérique latine. Créé à l'initiative de la Banque allemande de développement (KfW), avec un capital de départ (449 millions d'euros) fourni par l'UE et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), il vise à financer des investissements respectueux du climat et des ressources et à mobiliser des capitaux privés locaux et internationaux en vue de l'émission d'un plus grand nombre d'obligations vertes en Amérique latine.

et-Nevis, Trinité-et-Tobago et Uruguay) sont passés du statut d'APD à celui de pays à haut revenu, et que d'autres sont sur le point de le faire, comme Antigua-et-Barbuda et Panama (2022), des programmes régionaux et des instruments de financement hybrides ont également été promus, cristallisés dans la Facilité d'investissement pour l'Amérique latine (LAIF) et la Facilité d'investissement pour les Caraïbes (CIF).

Enfin, il convient de mentionner que l'UE étudie la possibilité d'imposer un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), qui pourrait affecter certaines exportations de l'ALC à forte intensité en gaz à effet de serre (GES). Ces taxes affecteraient principalement l'importation de biens dont le processus de production génère de fortes émissions (par exemple, l'acier, l'aluminium, le ciment, le fer et les engrais).

SOUTENIR LA TRANSITION NUMÉRIQUE

Les technologies évoluent à une vitesse sans pareil. Ces changements ont inauguré la quatrième révolution industrielle et soulèvent de nouvelles questions sur la manière de résoudre les défis mondiaux.

L'UE a joué un rôle important en tant que source de financement externe et de technologie pour l'expansion de l'infrastructure numérique dans l'ALC, et des entreprises européennes telles que Nokia et Ericsson figurent parmi les principaux acteurs du développement des réseaux 5 G. Ces entreprises s'ajoutent aux grandes sociétés de télécommunications telles que Telefónica (Espagne), Deutsche Telekom (Allemagne), Orange (France) et TIM (Italie).

Dans ce domaine, cependant, la concurrence règne avec des entreprises multilatérales comme América Móvil (Mexique) et Oi (Brésil).

L'UE stimule les efforts de transition numérique dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » (passerelle mondiale), afin de garantir un meilleur accès au haut débit.

Grâce à l'amélioration de la connectivité, le télétravail a pu être facilité pour les types d'emploi où il était possible, ainsi que l'enseignement à distance et le commerce

électronique. À l'inverse, dans les pays où la fracture numérique est importante, les étudiants à faibles revenus ont gravement souffert de leur incapacité à suivre les cours par voie numérique.

Selon l'étude Latin America Economic Outlook - LEO 2021, « la majorité des élèves de l'ALC ne disposent pas des ressources nécessaires pour se connecter ou utiliser un appareil électronique, avec une nette différence entre les écoles situées dans des environnements favorisés et défavorisés, ce qui se traduit par de plus grandes inégalités éducatives entre les élèves de différents milieux socio-économiques. De mars 2020 à mai 2021, les écoles du monde entier ont été, en moyenne, complètement fermées pendant 19 semaines. Dans l'ALC, ce chiffre grimpe à 26 semaines, ce qui en fait la région qui a perdu le plus de jours d'école en moyenne (OCDE, 2021, p. 18).

En outre, le renforcement des technologies de l'information et de la communication permettrait d'accroître la productivité, qui est à la traîne dans la région ALC par rapport aux économies avancées et même à l'Asie du Sud-Est.

La transformation numérique peut favoriser une reprise durable dans la région ALC, remédier aux retards de développement et accroître la productivité ; accélérer le passage à des modes de production et de consommation durables ; et améliorer la connaissance des ressources naturelles, notamment des matières premières essentielles.

À partir de l'été 2021, l'UE et l'ALC seront directement reliées par le câble sous-marin à haut débit EllaLink de 6 000 km, cofinancé par l'UE dans le cadre du réseau BELLA, qui, avec ses liaisons terrestres, reliera quelque 12 000 établissements de recherche et d'enseignement et 65 millions de personnes dans plusieurs pays d'Amérique du Sud.

L'UE intensifiera son engagement numérique avec l'ALC par le biais d'une alliance numérique UE-ALC, un cadre de coopération global qui réunira les intérêts, les forces et les capacités des deux régions, afin de s'attaquer conjointement à la fracture numérique et de réaliser une transformation numérique inclusive. La coopération numérique tiendra compte de la nature transversale et intersectorielle de la transformation numérique. Ce domaine prioritaire est tout à fait conforme à la stratégie « Global Gateway » de l'UE en matière de connectivité.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'UE et l'ALC peuvent évoluer vers une relation économique birégionale plus forte. Compte tenu des difficultés géopolitiques (qui ont été exacerbées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022), les deux régions peuvent mieux utiliser leurs grands marchés au vu des intérêts communs et des valeurs partagées, comme le respect du système commercial multilatéral fondé sur des règles, la gouvernance démocratique et la nécessité de lutter contre le changement climatique. Les deux régions partagent un intérêt pour l'avancement des engagements multilatéraux, y compris l'Agenda 2030 et ses 17 ODD, l'Accord de Paris sur le changement climatique, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et la Convention sur la diversité biologique. Gardant à l'esprit l'importance vitale d'un commerce ouvert, équitable et durable, les deux régions devraient travailler ensemble à une réforme de l'OMC.

Le renforcement des relations économiques et commerciales entre l'UE et l'ALC peut aider les deux régions à surmonter les effets de la pandémie et à mettre en place les conditions d'une reprise durable et inclusive, en s'appuyant sur le savoir-faire technologique et l'expérience de l'UE sur des questions telles que les énergies renouvelables, la transformation numérique et l'inclusion sociale.

Par conséquent, il est essentiel de saisir les opportunités offertes par le grand nombre d'accords de partenariat et d'accords commerciaux conclus entre l'UE et ses partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes. En exploitant tout le potentiel de ces accords, nous contribuerons à attirer les investissements et à stimuler la reprise économique des deux côtés de l'Atlantique.

Il est essentiel de veiller à ce que les flux financiers (provenant des agences de développement multilatérales et bilatérales) soient de plus en plus orientés vers des activités à faibles émissions et résilientes au changement climatique, contribuant ainsi aux efforts d'atténuation et d'adaptation. Il convient également de supprimer les subventions aux combustibles fossiles et d'instaurer des taxes ou des prix sur les émissions de gaz à effet de serre, notamment dans certains pays de l'ALC, d'une part pour stimuler la transition écologique, mais également pour que les avantages fiscaux restent dans ces pays et non dans les pays importateurs de biens et de services.

LE DIALOGUE BIRÉGIONAL SUR LE PACTE VERT ET LA TRANSITION JUSTE DOIT ÊTRE ENCOURAGÉ, EN S'APPUYANT SUR L'EXPÉRIENCE DU PROGRAMME EUROCLIMA+ (Y COMPRIS UN FUTUR PROGRAMME DE TEAM EUROPE FOR THE AMAZON), QUI DEVRAIT ÉGALEMENT ÊTRE SOUTENU PAR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET RÉGIONAUX À PROMOUVOIR DES POLITIQUES PUBLIQUES DE TRANSITION VERTE (JUNG, 2021, P. 20).

Il peut s'agir de renforcer et de mettre à jour les contributions déterminées au niveau national (CDN), les plans d'adaptation nationaux (PAN), les stratégies à long terme (SLT) pour un développement à faibles émissions, ainsi que d'autres stratégies et politiques d'action climatique. Par ailleurs, le financement de la prévention et de l'atténuation des risques de catastrophes naturelles, y compris les mécanismes d'assurance et d'obligations conditionnelles, doit être recherché.

La coopération birégionale en matière de gestion et d'utilisation durable des écosystèmes terrestres et marins doit être encouragée. Les initiatives visant à stimuler les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'électromobilité, la mobilité urbaine, l'économie circulaire et la disponibilité des connexions numériques à haut débit doivent être soutenues et renforcées.

UNE PLUS GRANDE ATTENTION DEVRAIT ÊTRE ACCORDÉE AU DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES RÉSILIENTES ET AUX MÉCANISMES DE FINANCEMENT DES CATASTROPHES NATURELLES TELS QUE LES ASSURANCES, LES OBLIGATIONS CATASTROPHIQUES ET LE FINANCEMENT CONDITIONNEL. UNE BONNE EXPÉRIENCE SOUS-RÉGIONALE EXISTE (DANS LES CARAÏBES ET EN AMÉRIQUE CENTRALE), AVEC LA CARIBBEAN CATASTROPHE RISK INSURANCE HOLDING COMPANY (CCRIF).

En particulier, il convient de renforcer la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce extérieur, ce qui constitue également un mécanisme pour une plus grande inclusion sociale. Il est donc important de poursuivre les programmes de coopération birégionale tels qu'AL-INVEST (qui a plus de 26 ans) et qui, dans sa phase AL-INVEST Green, vise à promouvoir la croissance durable et la création d'emplois en soutenant la transition vers une économie à faible émission de carbone, économe en ressources et plus circulaire dans l'Amérique latine.

En matière d'accords commerciaux, il est nécessaire d'intégrer davantage les intérêts des micro, petites et moyennes entreprises ; de faciliter la création de start-up technologiques permettant de réduire les écarts économiques et numériques entre les deux régions ; et de mieux aligner ces accords commerciaux sur les actions de coopération. Il est également indispensable d'aborder la question de la transformation numérique d'un point

de vue social, et notamment les lacunes persistantes en matière d'accès, qui touchent particulièrement les secteurs à faible revenu, les zones rurales et les minorités ethniques. Des efforts supplémentaires sont requis pour garantir que ces secteurs puissent profiter des avantages de la transformation technologique et de l'inclusion numérique.

Les difficultés croissantes de l'ALC en termes de sécurité et de gouvernance, dues à l'effet du crime organisé, qui finit par avoir un impact négatif sur les investissements et les économies de la région, doivent être prises en compte. Il convient d'encourager les efforts de professionnalisation et de démocratisation des forces de sécurité dans la région ALC, lesquels peuvent s'avérer payants, notamment dans la lutte contre le crime organisé multinational.

Il est essentiel également de construire des économies et des sociétés plus inclusives en renforçant la participation des femmes à tous les niveaux.

Il convient de renforcer les capacités des jeunes, de promouvoir leur employabilité et leur participation politique, dans l'objectif général de contribuer à la réalisation de sociétés plus durables, numériques et inclusives.

En termes de coopération, un renforcement du dialogue birégional sous le concept de « développement en transition » est important pour la conception d'instruments de coopération adaptés aux besoins des pays, à travers de nouveaux partenariats qui facilitent l'intégration productive et l'accès aux nouvelles technologies, ainsi que la création d'emplois décents.

Ce dialogue devrait tenir compte des intérêts des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et déterminer les moyens par lesquels la coopération peut également bénéficier aux pays de l'Union européenne, afin d'établir une véritable association ou un véritable partenariat. La promotion du développement durable, en tenant compte du changement climatique, et la création de deux régions plus prospères et plus résilientes seront mutuellement bénéfiques.

BIBLIOGRAPHIE

- Bacaria Colom, Jordi, Puesta al día de la relevancia de la Unión Europea para América Latina y el Caribe desde una perspectiva económica, article de blog,** 6 octobre 2021. <https://eulacfoundation.org/es/puesta-dia-la-relevancia-la-union-europea-para-america-latina-y-el-caribe-desde-una-perspectiva> (Dernière consultation le 3 mars 2022)
- Caetano, G.** (2022), Análisis y prospectiva del Acuerdo de Asociación Unión Europea-Mercosur, Documentos de Trabajo, n° especial FC/EU-LAC (4) es, Madrid, Fundación Carolina/Fundación EU-LAC
- CEPAL** (2022), Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe 2021. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47669/5/S2100698_es.pdf (Dernière consultation le 3 mars 2022)
- CEPAL** (2022), Panorama Social de América Latina 2021. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47719/1/S2100654_en.pdf (Dernière consultation le 13 mars 2022).
- Commission européenne** (2019), Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil. Union européenne, Amérique latine et Caraïbes : unir nos forces pour un avenir commun, Bruxelles. https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/eu-lac-communication_en.pdf (Dernière consultation le 3 mars 2022)
- Commission européenne** (2021), The Americas and the Caribbean. Regional Multiannual Indicative Programme 2021-2027. https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/mip-2021-c2021-9356-americas-caribbean-annex_en.pdf (Dernière consultation le 6 mars 2022).
- Communiqué de presse européen** (2021). Réunion des dirigeants de l'UE, d'Amérique latine et des Caraïbes : Unir nos forces pour une reprise post-COVID durable <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2021/12/02/eu-latin-america-caribbean-leaders-meeting-joining-forces-for-a-sustainable-post-covid-recovery/> (Dernière consultation le 14 mars 2022)
- Fairlie Reinoso, A.** (2022), Nuevos retos para el Acuerdo Comercial Multipartes de la Unión Europea con Perú, Colombia y Ecuador, Documentos de Trabajo, n° especial FC/EU-LAC (2) es, Madrid, Fundación Carolina/Fundación EU-LAC
- Fonds monétaire international** (2021a), Regional economic outlook. Western Hemisphere : a long and winding road to recovery. Octobre 2021 <https://www.imf.org/en/Publications/REO/WH/Issues/2021/10/21/Regional-Economic-Outlook-October-2021-Western-Hemisphere> (Dernière consultation le 4 mars 2022).
- Fonds monétaire international** (2021 b), Fiscal Monitor Database of Country Fiscal Measures in Response to the COVID-19 Pandemic, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19>, (Dernière consultation le 4 mars 2022)
- Fonds monétaire international** (2022), World Economic Outlook Update, Janvier 2022 (Dernière consultation le 4 mars 2022).
- Fondation EU-LAC** (2022), La Crisis del Covid-19 y Caminos hacia la Recuperación Sostenible en la Unión Europea, América Latina y el Caribe. https://eulacfoundation.org/sites/default/files/2022-02/PublicacionConferenciasMagistrales_2021.pdf (Dernière consultation le 4 mars 2022).
- Ilan Goldfajn, Anna Ivanova et Jorge Roldós** (2022), La vigorosa recuperación de América Latina está perdiendo ímpetu y las necesidades de reforma se hacen evidentes. 31 janvier 2022. <https://www.imf.org/es/News/Articles/2022/01/31/blog-latin-america-strong-recovery-is-losing-momentum-underscoring-reform-needs> (Dernière consultation le 4 mars 2022).
- Institute for International Finance** (2021), « Global Debt Monitor: COVID drives debt surge—stabilization ahead? », 17 février 2021.

Jung Altrogge, Tobias (2021), « Un nuevo ciclo en la cooperación euro-latinoamericana:

valores compartidos e intereses », Documento de Trabajo No. 47, Fundación Carolina. https://www.fundacioncarolina.es/wp-content/uploads/2021/05/DT_FC_47_en.pdf (Dernière consultation le 19 février 2022).

Joint Communiqué: EU27 - Latin America and Caribbean. Informal Ministerial Meeting (2020). <https://www.auswaertiges-amt.de/en/newsroom/news/eu-lac-communique/2426940> (Dernière consultation le 12 mars 2022).

Lodge, J. et Remy, J.Y. (2022), The Promise of a Recalibrated Caribbean-EU Partnership, Documentos de Trabajo, Occasional paper FC/EU-LAC (3) en, Madrid, Fundación Carolina/Fundación EU-LAC.

OCDE/CAF/CEPAL/UE (2021), Perspectivas económicas de América Latina 2021

Avanzando Juntos hacia una mejor Recuperación. Resumen. <https://www.oecd.org/dev/Perspectivas-economicas-America-Latina-2021-Overview-ES.pdf> (Dernière consultation le 4 mars 2022).

Service européen pour l'action extérieure (2021), Latin America and the Caribbean, 26 novembre 2021. https://eeas.europa.eu/regions/latin-america-caribbean/331/latin-america-and-caribbean_en (Dernière consultation le 4 mars 2022)

CNUCED (2021), World Investment Report 2021: Investing in Sustainable Recovery. https://unctad.org/system/files/official-document/wir2021_en.pdf (Dernière consultation le 5 mars 2022)

World Wildlife Fund et al., (June 2021), « The new EU regional programme for Latin America & the Caribbean - NGO recommendations ». <https://www.wwf.eu/?3687891/The-new-EU-regional-programme-for-Latin-America--the-Caribbean---NGO-recommendations> (Dernière consultation le 19 février 2022)



EU-LAC Foundation
Fundación EU-LAC

CONTACT:

EU-LAC Foundation

Grosse Bleichen 35

20354 Hamburgo

Alemania

INFO@EULACFOUNDATION.ORG

WWW.EULACFOUNDATION.ORG



La Fondation EU-LAC a été fondée par l'Union européenne et ses États membres et tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes et est financée par ses membres.

Ce texte exprime le point de vue personnel de l'auteur et n'engage pas les institutions.



Instituto de las Americas

Campus Condorcet Paris-Aubervilliers

5 cours des humanités

6e étage

93322 Aubervilliers Cedex, France

WWW.INSTITUTDESAMERIQUES.FR/

